

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 28 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié  **GÉORISQUES**

sur

### **CARRIÈRES ET MATÉRIAUX**

« Picampoix »

58800 SARDY-LES-ÉPIRY

Références : 220789  
Code AIOT : 0005400431

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement CARRIÈRES ET MATÉRIAUX, implanté au lieu-dit « Picampoix » - 58800 SARDY-LES-ÉPIRY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES ET MATÉRIAUX
- « Picampoix » - 58800 SARDY-LES-ÉPIRY
- Code AIOT : 0005400431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de Sardy-les-Épiry, dite « carrière de Picampoix », exploitée par la société Carrières et Matériaux, est une carrière de roche massive à ciel ouvert autorisée à exploiter depuis 1974.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
20	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
21	Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.2	/	Sans objet
5	Fréquences et modalités de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 9.2.3.2	/	Sans objet
7	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
16	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
18	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.1.2	/	Sans objet
24	Transport	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
25	Registre	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.7	/	Sans objet
27	Définition générale des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.1	/	Sans objet
28	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 1.6.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 2.3.2	/	Sans objet
2	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 1.8.3	/	Sans objet
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 2.3.3	/	Sans objet
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 8.3.1	/	Sans objet
8	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
9	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
10	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
11	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
15	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
17	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
19	Limitation de la production de déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.1	/	Sans objet
22	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.4	/	Sans objet
23	Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.5	/	Sans objet
26	Registre – circuit des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.7.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est apparu globalement bien entretenu. Cependant, une grande quantité de ferraille a été observée sur le site, présentant un risque de pollution des sols.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :  - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement.  Le procès-verbal de bornage est adressé au préfet avec une copie à la DREAL de Bourgogne-Franche Comté, unité départementale de la Nièvre-Yonne, dans les trente jours suivant sa remise à l'exploitant.  Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.  À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.
<b>Constats :</b> Depuis la dernière inspection, les bornes ont été dégagées et marquées pour les retrouver plus facilement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Équipements abandonnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 1.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
<b>Constats :</b> L'inspection du 03/11/2020 a constaté qu'à proximité du piézomètre aval se trouve un ancien bassin inutilisé, en parallèle du ruisseau. L'exploitant a indiqué que ce bassin avait pour but d'éviter que les eaux de la centrale d'enrobage rejoignent la rivière.  Suite à cette inspection, l'exploitant a répondu que le bassin n'est connecté à aucun réseau, il sera démonté, et la zone sera remise en état durant les gros travaux de fin d'année 2021.  L'inspection du 10/08/2021 présente le constat suivant : les investigations doivent être poursuivies pour justifier de la nécessité de conserver cet ouvrage. Le cas échéant, il devra être supprimé après analyse de son contenant qui pourra être considéré comme un déchet à traiter.  Au jour de la présente inspection, le bassin était démonté et la zone remise en état. Le contenant du bassin a été analysé le 27/10/2021. Les analyses montrent qu'il n'y a pas de traces d'hydrocarbures. D'après l'exploitant, le bassin a été démonté en janvier 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Suite à l'observation n°2 de l'inspection du 10/08/2021, la cartographie des extincteurs a été mise à jour mais le plan des différents moyens d'intervention n'est pas affiché. La vérification des extincteurs pour l'année 2022 a été présentée à l'inspection. Cependant, des extincteurs ont été supprimés.</p> <p><b>L'exploitant doit faire vérifier par le SDIS que les moyens d'intervention sur le site sont bien adaptés, incluant la réserve d'eau incendie (voir constat n°27).</b></p> <p>Après cette vérification, il est rappelé à l'exploitant que les moyens d'intervention doivent être repérés et facilement accessibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 10/08/2021, le portail interdisant l'accès à la zone de décapage donnant sur une parcelle utilisée par un agriculteur était resté ouvert. L'affichage des interdictions de pénétrer sur le site devait être renforcé aux endroits appropriés sur la périphérie du site.</p> <p>Lors de la présente inspection, le portail était fermé et un panneau d'interdiction d'entrer a été installé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Fréquences et modalités de l'auto-surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 9.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés annuellement (en période de hautes eaux).</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique en cotes NGF est relevé à chaque prélèvement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :</p> <p>Paramètres            Fréquence            Méthodes de référence            Niveau piézométrique en cote NFG            Annuelle en période de hautes eaux            Normes en vigueur            Température            pH            Conductivité            Matières en suspension totales (MEST)            Demande chimique en oxygène (DCO)            Hydrocarbures (HCT)            Composants des floculants utilisés sur le site pour le traitement des eaux de lavage</p> <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.</p> <p>Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau en cote NGF avec le sens d'écoulement de la nappe est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection du 10/08/2021 demandait un suivi sous forme de graphique pour détecter toute dérive anormale du niveau des piézomètres ainsi que la conversion de ces niveaux en niveau NGF.</p> <p>Les résultats pour l'année 2021 ne montraient pas de pollution des eaux souterraines.</p> <p>Le suivi sous forme de graphique est en place mais les niveaux d'eau ne sont pas convertis en niveau NGF. D'après l'exploitant, ce point est en cours.</p> <p><b>L'exploitant doit convertir les niveaux d'eau en niveau NGF.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Les quantités de matériaux stockées et la hauteur des tas ne doivent pas être supérieures aux valeurs mentionnées ci-après :

La

Zone	Mode de stockage	Hauteur maximale	Volume
1	Merlon	Entre 4 et 10 m	385 000 m³
1bis	Merlon	3 m	7 000 m³
2	Merlon	6 m	324 000 m³
3	Épaulement sur les fronts de taille	45 m	470 000 m³
4	Merlon	10 m	900 000 m³
5	Épaulement sur le talus naturel	21 m	353 100 m³
Total :			2 439 100 m³

distance entre la zone de stockage n° 5 et la RD 147 est suffisante pour ne pas entraver un éventuel projet d'élargissement de la route.

Constats :

L'inspection du 10/08/2021 a constaté que la zone de stockage de terres de découvertes et de co-produits en « zone 1 » dépasse nettement la surface prévue en phase 1 de l'exploitation. L'exploitant avait expliqué ce surstockage par les difficultés rencontrées dans la commercialisation des co-produits.

Ces éléments ont été portés à la connaissance du préfet dans le cadre du dossier en cours d'instruction.

Au jour de l'inspection, ce dossier est toujours en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.  On entend par zone de stockage :  - lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.  Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.  On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).  Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Les déchets d'extraction sont composés de stériles de production. Ces stériles sont stockés sous forme de verses.</p> <p>Dans le plan des zones de stockage du Plan de Gestion des Déchets (PGD), une zone, située entre la zone n° 2 et la zone n°1bis, censée permettre de stocker les boues de lavage, est exploitée pour stocker des stériles.</p> <p><b>L'exploitant doit se justifier sur l'exploitation de cette zone.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
<b>Constats :</b> Il n'y a pas d'installation de catégorie A identifiée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> Les stériles stockés sont de taille comprise entre 0 et 6 mm et stockés par couche, ce qui permet de les compacter pour assurer leur stabilité.  Le jour de l'inspection, aucune trace d'éboulement n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> Le registre de suivi a été présenté à l'inspection. Ce registre est une synthèse, en tonnes, mois par mois de l'évolution des stocks mais l'organisation interne du site permet un suivi journalier grâce à une bascule de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Les zones de stockages actuellement exploitées figurent au plan topographique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.  Le PGD actuel datant de 2017, une mise à jour est nécessaire en 2022.  <b>L'exploitant doit remettre à jour son PGD.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> Le PGD indique bien le lieu d'implantation des zones de stockage, ces zones correspondent aux observations sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> Tous les déchets sont stockés sous forme de verses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> Ces points sont détaillés dans le PGD. La totalité des déchets étant des stériles de production, ils correspondent au fond géochimique local et ne présentent pas de risque particulier pour l'environnement et la santé humaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de procédures de contrôle et de surveillance décrites dans le PGD.  D'après l'exploitant, une personne fait le tour toutes les semaines pour s'assurer de la stabilité des verses.
<b>L'exploitant doit faire figurer ces procédures de contrôle et de surveillance dans le PGD.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Les conditions de remise en état ainsi que le plan figurent au PGD p. 26 et 27. Ces éléments sont cohérents avec les observations sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 18 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 51.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Les déchets inertes et les terres non polluées ne résultant pas du fonctionnement de la carrière sont interdits sur le site.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets,</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol,</li> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets,</li> <li>- les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010, relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets indique que les analyses des eaux sont semestrielles alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation indique qu'elles doivent être annuelles. L'exploitant fait ces analyses annuellement.</p> <p><b>Le PGD doit être cohérent avec l'exploitation du site et les prescriptions de l'arrêté préfectoral.</b></p> <p>La totalité des déchets inertes d'extraction sont valorisés sous forme de verses qui seront végétalisées lors de la remise en état. Aucun déchet d'extraction n'est éliminé.</p> <p>L'étude de l'état du terrain de la zone de stockage ne figure pas au PGD, l'exploitant l'explique par le fait qu'il s'agit d'un stockage historique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 19 : Limitation de la production de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.
<b>Constats :</b> La totalité des déchets d'extraction sont valorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.</p> <p>Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-127 à R. 543-135 du code de l'environnement, relatifs à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.</p> <p>Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets souillés d'hydrocarbures sont stockés sur aire étanche et à l'abri des intempéries.</p> <p>Les quantités de métaux ferreux et d'alliages de métaux sont limitées au strict besoin de la carrière.</p> <p>En tant que de besoin, un parc à ferrailles peut être aménagé sur le site en dehors des zones d'exploitation autorisées par le présent arrêté. Ce parc respecte les dispositions de l'article 2.8.2 précédent et de l'article 5.2.3 suivant.</p> <p>La surface de stockage des déchets de métaux ferreux et d'alliages de métaux ne dépasse en aucune manière 100 m<sup>2</sup>.</p> <p><b>Constats :</b> Une grande surface du site est recouverte de ferraille. Une partie de celle-ci est clairement identifiée comme un stockage de pièces neuves ou pouvant être réutilisée au cours de l'exploitation mais une grande partie est manifestement présente sur site depuis de nombreuses années sans être employée.</p> <p>La surface concernée par ce stockage, mesurée par Géoportail est de 8 750 m<sup>2</sup> (voir planche photographique).</p> <p><b>L'exploitant doit faire évacuer la ferraille dont il n'a plus l'utilité dans les plus brefs délais. Il doit également se positionner sur la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 21 : Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Les déchets d'extraction correspondent au fond géochimique local et ne présentent pas de risque de pollution.  Les ferrailles stockées évoquées lors du point de contrôle précédent sont, quant à elles, stockées à même le sol et ne sont pas à l'abri des eaux météoriques.  <b>L'exploitant doit se mettre en conformité sur ce point.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 22 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.
<b>Constats :</b> Par sondage, il a été demandé à l'exploitant de présenter le bordereau de suivi de déchet (BSD) des huiles usagées de 2021, celui-ci était complet et signé. Ces huiles usagées ont été évacuées par Martin Environnement (45), le BSD était complet et signé en date du 27/09/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 23 : Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> Aucun déchet n'est éliminé dans l'enceinte de l'établissement. Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été observée au cours de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 24 : Transport

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005, relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61 du code de l'environnement, relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de la liste des transporteurs mais a été en mesure de les citer.</p> <p><b>L'exploitant doit créer cette liste.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 25 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005, en application des articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs.</p> <p>Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour, conformément à l'article 2 du décret susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b> Le registre des déchets tenu à jour a été présenté à l'inspection. Concernant les déchets dangereux, il a été présenté complet. Concernant les déchets non dangereux, des cases restent vides.</p> <p>Certains numéros de BSD sont inexistants. Après vérification, ils ne figurent pas non plus sur la version papier.</p> <p><b>L'exploitant doit s'assurer de compléter son registre et de disposer des numéros de BSD.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.</p> <p>À cet effet, l'exploitant tient à jour un registre, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012. Le registre des déchets sortant contient au moins, pour chaque flux de déchets sortant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet,</li> <li>- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement),</li> <li>- la quantité du déchet sortant,</li> <li>- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié,</li> <li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement,</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé,</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée,</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002, susvisé.</li> </ul> <p>L'exploitant tient également un registre, pouvant être le même, pour sa production de déchets non dangereux contenant les mêmes informations.</p> <p>Les agréments des entreprises de transport de déchet dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux différents registres.</p> <p>Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Tous les points demandés dans la présente prescription figurent au registre des déchets présenté par l'exploitant. Ce point n'appelle pas d'observation.
<b>Observations :</b> L'arrêté du 29/02/12 susmentionné est abrogé par l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R543-43-1 du code de l'environnement et remplacé par ce dernier arrêté. Ce texte est applicable depuis le 01/01/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 27 : Définition générale des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.</p> <p>L'établissement dispose, à une distance maximale de 400 m, d'une réserve d'eau incendie d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>. Cette réserve doit être accessible, par tous les temps, aux engins de secours. Si elle est constituée par un bassin, celui-ci devra avoir une profondeur minimale d'un mètre.</p> <p><b>Constats :</b> Aucune réserve d'eau incendie n'est identifiée sur le site. Cependant, plusieurs bassins de volume supérieur à 120 m<sup>3</sup> sont présents (fond de carrière, bassins de décantation...).</p> <p><b>L'exploitant doit disposer d'une réserve d'eau incendie d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>, il doit soit identifier un des bassins existant comme tel, soit en installer une. Ceci en accord avec les services du SDIS (voir constat n°3).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 28 : Actualisation des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,</li> <li>• lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.</li> </ul> <p>L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.</p> <p><b>Constats :</b> Les dernières garanties financières de l'établissement ont été établies en date du 5 octobre 2020, couvrant la période du 14 février 2021 au 13 février 2026.</p> <p>En date du 5 octobre 2020, l'indice TP01 en vigueur, paru au J.O., était de 108,8 (juin 2020 paru au J.O. le 16/09/2020). Au jour de la présente inspection, l'indice TP01 en vigueur est 128,9 (août 2022 paru au J.O. le 15/10/2022). Ceci représente une augmentation de plus de 15 % sur une durée inférieure à cinq ans.</p> <p><b>L'exploitant doit actualiser ses garanties financières dans les plus brefs délais.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Planche photographique



*Figure 1: Vue géoportail de la zone concernée par le stockage de ferrailles*